

---

# APERÇUS SUR LA THÉORIE DE LA SURACCUMULATION - DÉVALORISATION DU CAPITAL ET LES PERSPECTIVES DE LA DÉMOCRATIE AVANCÉE

paul boccara

---

**L'**AXE théorique fondamental de l'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.) est constitué par la théorie marxiste de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital, développée sur la base de la théorie de la plus-value et du capital (1).

Ce qui différencie, essentiellement, l'analyse économique des Communistes de celle des divers courants qui se réclament des forces démocratiques et ouvrières ainsi que du socialisme dans notre pays, c'est l'effort de rigueur et de cohérence scientifiques sur les positions de classe du prolétariat dans le développement de la théorie marxiste, par son application aux luttes et aux problèmes économiques, sociaux, politiques, du capitalisme actuel. Au cœur de ce développement scientifique contemporain se trouve la théorie de la suraccumulation - dévalorisation du capital.

Cet article vise à fournir quelques aperçus sommaires sur la portée pratique de cette théorie révolutionnaire, ou, plus exactement, sur certaines perspectives ouvertes par son développement récent et par son application dans l'optique des luttes pour la démocratie avancée et pour le socialisme dans notre pays.

Le premier des problèmes évoqués concerne la **théorie elle-même et sa situation dans l'ensemble de la théorie marxiste**. Il s'agit seulement de souligner et de préciser quelques traits de la question. Cela peut, d'ailleurs, contribuer à réduire les ambiguïtés qui accompagnent la perception d'une élaboration théorique relativement nouvelle ou du moins inhabituelle. Il convient, plus particulièrement, de montrer le lien de la théorie avec la question du progrès des forces productives matérielles

1. L'ouvrage collectif sur le C.M.E., « *Traité marxiste d'économie politique* », élaboré et rédigé par les collaborateurs de la Section économique auprès du Comité central du P.C.F. et de la Revue « *Economie et Politique* » en apporte la confirmation.

à l'intérieur du capitalisme, en vue de préciser les fondements objectifs de la crise du C.M.E. et de son dépassement révolutionnaire.

Le deuxième problème se rapporte à l'application de la théorie aux perspectives de la crise du C.M.E. et de l'instauration en France d'une démocratie avancée, économique et politique antimonopoliste. Il semble, en effet, possible d'ajouter quelques précisions aux études déjà présentées sur la crise du C.M.E. comme sur le programme démocratique pour en sortir, bien que les perspectives concrètes de l'évolution du C.M.E. lui-même soulèvent encore, comme il est normal, de nombreuses interrogations.

Le troisième problème concerne certaines perspectives de l'évolution et du fonctionnement économiques à l'intérieur de la démocratie avancée, comme phase de transition révolutionnaire au socialisme. Ce problème est relativement le plus neuf. Aussi, il s'agira seulement, dans la troisième partie de l'article, de commencer à attirer l'attention sur certaines façons de poser la question sur le plan théorique. Comme pour les questions précédentes et même davantage, il convient que les recherches soient le plus ouvertes possible (1).

## PREMIERE PARTIE

### QUELQUES PRECISIONS SUR LA SITUATION DE LA THEORIE DE LA SURACCUMULATION-DEVALORISATION DU CAPITAL DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA THEORIE MARXISTE ET SUR SON APPLICATION AU C.M.E.

#### 1. La théorie de la suraccumulation-dévalorisation, aboutissement de l'analyse marxiste de la tendance à la baisse du taux de profit.

Dans la mesure où la théorie révolutionnaire est décisive pour le mouvement révolutionnaire, une juste conception de la théorie marxiste de la suraccumulation - dévalorisation et de son développement possible est d'une portée politique considérable. On le verra mieux dans les deux parties suivantes, consacrées à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, au passage à la démocratie avancée et à la régulation économique dans la démocratie avancée.

Mais aussi, cette théorie étant irréductiblement opposée à

1. La première partie de cette étude est publiée ici. Les deux parties suivantes seront publiées, successivement, dans les deux prochains numéros de la revue. Elles pourront être lues indépendamment de cette première partie, plus abstraite et plus difficile, mais fournissant le point de départ théorique de l'ensemble.

l'idéologie bourgeoise, ambiante dans notre société, sa compréhension et son utilisation correctes rencontrent de nombreux obstacles et ne va pas sans luttes.

On commence à connaître assez largement, chez les marxistes le principe de l'explication du capitalisme monopoliste d'Etat (et maintenant de sa crise) par ce que Marx appelle la « suraccumulation » du capital ou encore l'« excédent de capital ». Cet excédent se rapporte aux limites du profit qu'il est possible de produire et de réaliser, en raison de l'élévation de la composition organique du capital (1), pour rémunérer le capital accumulé. Dans la réalité concrète, la baisse du taux de profit ne se manifeste pas immédiatement dès qu'elle est nécessaire d'après les rapports de valeur. Bien au contraire, l'accumulation et la mise en valeur du capital continuent à se faire, sur la base d'un taux de profit de plus en plus gonflé en termes de prix, avec un prélèvement inflationniste du profit au-delà de la plus-value produite.

Les efforts pour obtenir un profit extra, grâce au progrès de la productivité dans des entreprises particulières, entraînent l'élévation des compositions organiques des capitaux industriels, mais aussi le gonflement d'une demande et d'un crédit de plus en plus spéculatifs, la recherche de surprofits inflationnistes à l'échelle sociale, jusqu'à ce que l'opposition de l'inflation des profits et du gonflement du produit en prix avec la limitation de la consommation des masses se manifeste, de manière plus ou moins fractionnée. La surproduction des marchandises révèle alors l'excédent des capitaux accumulés et le caractère artificiel de la pyramide des crédits et des expédients financiers.

Ainsi s'explique la solution nécessaire, à la fois exprimant la baisse du taux de profit et permettant son relèvement, des diverses formes de « non-mise en valeur » du capital, de mise en valeur négative, etc., c'est-à-dire de « dévalorisation » du capital. C'est à travers cette dévalorisation de capital que toutes les transformations concernant le taux de profit et la reprise de l'accumulation s'effectuent, qu'il s'agisse des crises cycliques de surproduction de type décennal, ou qu'il s'agisse des longues phases récurrentes de tendance aux crises plus faciles et aux dépressions consécutives plus longues. Ces longues phases poussent, à travers les luttes de classe exacerbées, à la dévalorisation structurelle du capital et aux transformations structurelles du capitalisme jusqu'à la mise en cause de son existence même.

L'analyse de la suraccumulation montre que la barrière du développement de la production est le capital lui-même et non l'insuffisance de la production et de la réalisation de la plus-

1. Rapport en valeur capital constant/capital variable (capital à l'origine de la plus-value), comme expression de la composition technique du capital : moyens de production/travailleurs productifs.

value en soi. Ainsi, avec le passage au capitalisme monopoliste d'Etat, on voit notamment la « dévalorisation » du capital public ou du financement de type public de la production capitaliste permettre de diminuer le capital réclamant sa part du profit et de relever en conséquence le taux de profit monopoliste. Bien sûr, ce n'est là que le cadre, pour ainsi dire, à l'intérieur duquel interviennent toutes les modifications affectant le capital avancé, la plus-value produite, les conditions de la réalisation, etc. Par ailleurs, ces dévalorisations structurelles, représentées par des transformations conduisant au C.M.E., en favorisant la reprise de l'accumulation monopoliste privée et son essor, provoquent, à la longue, une nouvelle suraccumulation durable mettant désormais en cause le capitalisme monopoliste d'Etat lui-même et l'existence du capitalisme. Nous avons distingué, à la Conférence de Choisy-le-Roi de 1966, le capitalisme monopoliste « simple », du capitalisme monopoliste d'Etat. L'expression de capitalisme monopoliste « privé » qui a pu être employée depuis, pour distinguer la première phase de l'impérialisme, nous semble tout à fait incorrecte. Loin de disparaître, les monopoles privés développent leur emprise sur l'économie dans la phase du capitalisme monopoliste d'Etat. On ne peut parler non plus de fusion des monopoles et de l'Etat, ce qui signifierait que nous avons affaire à un capitalisme d'Etat ou public.

En présence de la fécondité de l'explication du capitalisme monopoliste d'Etat par la théorie de la suraccumulation-dévalorisation (1), on peut être tenté par la solution de facilité apparente, consistant à présenter des explications qui lui ressemblent et font appel aux mêmes réalités (comme celles du financement de type public en faveur du capital monopoliste), mais sans se référer à la théorie en question. On parle alors uniquement de la tendance à la baisse du taux de profit. En vérité, prétendre utiliser la loi de la tendance à la baisse du taux de profit sans se référer à la théorie de la suraccumulation, c'est gravement amputer l'analyse marxiste de cette loi, transformée en un dogme coupé de la vie pratique et de sa réflexion scientifique.

D'ailleurs, s'il y avait simple baisse du taux de profit (comme dans la conception mécanique et malgré tout apologétique de la baisse de l'efficacité marginale du capital de Keynes) et non, dialectiquement, « excédent de capital » exigeant la dévalorisation, alors on ne comprendrait ni la nécessité objective des crises de surproduction et des fluctuations conjoncturelles ni celle des crises de structure. Du point de vue structurel, il y aurait de prétendues adaptations volontaires de la structure par les

1. La théorie de la suraccumulation - dévalorisation du capital, elle-même développée sur la base de la théorie de la plus-value et du capital, ne constitue que l'axe fondamental de l'explication. Elle permet d'intégrer les divers éléments explicatifs dans un processus d'ensemble, mais non de leur substituer un schéma spéculatif préétabli. Voir notamment, pour une tentative d'intégration de ce genre, le chapitre premier du « Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'Etat » (Ed. Sociales, t. 1).

capitalistes, permettant de lutter avec efficacité et indéfiniment contre cette baisse mécanique du taux de profit ! Au contraire, avec la conception marxiste de la suraccumulation, on comprend l'anarchie capitaliste, le gaspillage et les maux de sa régulation aveugle.

On voit aussi que toutes les transformations structurelles dans le cadre de la structure capitaliste conduisent de nouveau au blocage structurel. Bien plus, toutes les adaptations de la bourgeoisie dans le cadre des conditions structurelles existantes de la phase historique déterminée se révèlent impuissantes.

Seuls les maux sociaux et les luttes de classes peuvent imposer un véritable bouleversement relatif de cette structure, faisant par exemple la part du feu en s'attaquant à certains secteurs du capital monopoliste comme avec le passage au capitalisme monopoliste d'Etat. Ces maux et ces luttes exigent de nos jours un bouleversement ouvrant la voie au socialisme, en raison de la crise du C.M.E. lui-même et de la nécessité de mettre fin à la domination des monopoles capitalistes.

Devant les critiques de la conception dogmatique de la baisse des taux de profit, un effort de renouvellement peut être tenté de distinguer, de façon dualiste et éclectique en définitive, la tendance à la baisse du taux de profit d'une part, et la suraccumulation d'autre part. Mais la théorie de la suraccumulation - dévalorisation n'est que l'épanouissement dialectique et matérialiste de l'analyse de la tendance à la baisse du taux de profit. Cette théorie est l'aboutissement dans le **Capital, Critique de l'économie politique**, de l'étude de ce que, déjà avant Marx, on considérait comme la tendance à la baisse du (taux de) profit (1).

Faut-il rappeler que la troisième section du livre III du **Capital**, intitulée « Loi de la tendance à la baisse du taux de profit » comprend elle-même trois chapitres : Chapitre 13 : « Nature de la loi » ; chapitre 14 : « Causes qui contrecarrent la loi » ; chapitre 15 : « Développement des contradictions internes de la loi » ? C'est dans ce chapitre 15 que Marx définit et commence à expliciter la portée de ce qu'il appelle lui-même, d'un concept qui lui est propre, la « suraccumulation » du capital et qu'il commence à étudier la solution antagonique de la suraccumulation, que nous appelons la « dévalorisation » du capital.

Marx emploie l'expression de « dévalorisation du capital » précisément dans le chapitre 15 du Livre III. Toutefois, tout en la considérant comme une solution nécessaire et antagonique de la « suraccumulation » dans le cadre de la **tendance** à

1. Ce « pont asini » (pont aux ânes) de toute l'économie politique jusqu'à nos jours, selon l'expression de Marx dans sa lettre à Engels du 30 avril 1868 (« Lettres sur le Capital », Ed. Sociales, p. 212).

la baisse du taux de profit, il limite cette expression au cas de diminution de valeur du capital (1). Il avait déjà employé « dévalorisation » avec le sens de diminution de valeur par ailleurs (en indiquant précisément la portée du phénomène pour le relèvement du taux de profit) pour l'opposer à l'accroissement de valeur du capital (2) et non à la « valorisation » qui, chez lui, veut dire « mise en valeur » par la plus-value. Avec ce sens restreint, il s'agit donc uniquement d'un mouvement en valeur du capital avancé lui-même (sans considérer la plus-value produite) correspondant au cas de « profit négatif » à l'intérieur de « l'anti-mise en valeur du capital », ou dévalorisation de capital, au sens plus large du terme que nous avons proposé, englobant l'ensemble des « solutions » de la suraccumulation. Dans le même chapitre 15, Marx parle de « mise en sommeil » de capital (correspondant au cas du profit nul), et de mise en valeur à un « taux réduit » (correspondant au cas du profit réduit). Mais il déclare aussi, en parlant de la solution (provisoire) de la suraccumulation : « la solution implique une mise en sommeil et même une destruction partielle le capital... » (*Le Capital*, L. III, t. 1, p. 266). Il inclut donc, encore une fois, le cas de perte de capital avancé (ou de baisse de valeur du capital, ou de profit négatif) dans la solution que nous exprimons par le concept de dévalorisation, distingué de la simple diminution de valeur du capital, et strictement opposé au concept de « valorisation ».

À l'intérieur de la Section sur la « loi de la tendance à la baisse du taux de profit » du « Capital », on peut remarquer que si le deuxième des trois chapitres (« Causes qui contre-tendent la loi ») est consacré à la « négation » de la loi, le dernier chapitre concerne, pour ainsi s'exprimer, « la négation et la négation ». En effet, l'analyse de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital montre que les contre-tendances peuvent empêcher la loi de se manifester.

La dévalorisation, succédant à la suraccumulation et exprimant la baisse du taux de profit (3), conditionne le jeu des contre-tendances, tout particulièrement le relèvement du taux d'exploitation ou la baisse de valeur d'échange des éléments du capital constant liés au progrès de la productivité, mais aussi à la reproduction, etc. D'autre part, cette analyse révèle que, la dévalorisation permettant le jeu des contre-tendances, n'empêche pas le processus conduisant à la suraccumulation de se produire. Bien plus, la dévalorisation limitée, d'abord suffisante, peut ne plus suffire et, plus précisément, la solution dominante du relèvement du taux d'exploitation devenir inopérante, en raison de l'excès d'accumulation du capital constant.

1. « *Le Capital* », L. III, t. 1, p. 261.

2. « *Le Capital* », L. III, chap. VI, II : « Accroissement de valeur et dévalorisation, libération et fixation du capital ». Marx y remarque déjà : « Une hausse du taux de profit provenant d'une dévalorisation du capital avancé pourrait aller de pair avec une perte de valeur-capital » (*Ibidem*, p. 130). Il relie même la baisse de valeur au mouvement en prix, en évoquant la « faillite » éventuelle du premier propriétaire des machines nouvelles et leur rachat « à bas prix » (*Ibidem*, p. 131).

3. Alors que la suraccumulation exprime seulement la tendance à la baisse.

1. La conception droitrière de Hilferding, en 1910, sur l'atténuation progressive des crises par le capital financier et sur la marche au cartel général se relie particulièrement à son explication des formes capitalistes nouvelles se référant, tout au plus, à l'analyse du premier chapitre du « Capital » sur la tendance à la baisse du taux de profit et faisant abstraction de la suraccumulation. De son côté, Rosa Luxembourg n'arrive pas à faire le lien, en 1913, entre la tendance à la baisse du taux de profit et les difficultés de la réalisation sur le marché capitaliste, le problème de la suraccumulation. D'où sa conception catastrophique de la rupture de l'accumulation capitaliste ne voyant pas le problème des transformations structurelles et du capitalisme monopoliste d'Etat. On sait comment Lénine, déjà en 1899, au début du **Développement du Capitalisme en Russie**, insistait, au contraire, sur les deux aspects de la théorie marxiste de la réalisation (limitation de la consommation des masses et débouché du capital constant) en liaison avec l'élévation de la composition organique du capital et rejetait les prétentions révisionnistes de Bernstein, voyant une contradiction formelle dans la conception de Marx sur les crises.

Tout en critiquant par ailleurs les conceptions sous-consommationnistes de Rosa Luxembourg, Lénine utilise, dans **L'Impérialisme**, la théorie de « l'excédent des capitaux » pour l'explication de l'exportation impérialiste des capitaux. Toujours dans **L'Impérialisme**, à la prétendue atténuation de risque de chaos et de crise par les monopoles, il oppose « l'augmentation du risque (qui) tient en définitive, dit-il, à l'augmentation du capital, qui dé-

D'où le caractère relativement durable que prend alors la suraccumulation et la portée beaucoup plus grave de la dévalorisation de capital. Celle-ci, devant surtout concerner les pertes de capital et entraînant la tendance à la réduction massive du capital constant, met en cause la structure capitaliste elle-même, tout entière orientée vers l'accumulation et la mise en valeur du capital, avec la tendance à la thésaurisation et au chômage durable, plus ou moins massif (1).

Le dogmatisme se révèle encore une fois, à propos de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, comme un révisionnisme « à rebours », prétendant répondre aux problèmes complexes de la réalité mouvante en répétant l'ABC de la théorie marxiste et en l'amputant de ses développements les plus précieux. Ce faisant, le dogmatisme ne permet pas de rendre compte du mouvement réel et il laisse la place aux diverses déformations révisionnistes, issues de l'idéologie bourgeoise. Quant à une conception éclectique de l'analyse de la suraccumulation comme complémentaire de l'analyse de la baisse du taux de profit et non comme son aboutissement, sans faire barrage à ces déformations, elle peut même conduire directement à leurs errements sous-consommationnistes ou surconsommationnistes. En effet, une telle conception tend à juxtaposer l'analyse de la réalité phénoménale du Capital en prix et l'analyse en termes de valeur, sans voir comment la théorie de la suraccumulation-dévalorisation fait le lien entre les deux, permettant d'éviter, aussi bien, l'écartèlement entre une conception dogmatique et une conception révisionniste, que leur juxtaposition.

## 2. La théorie de la suraccumulation-dévalorisation comme aboutissement essentiel du « Capital » de Marx dans son ensemble.

L'analyse de la suraccumulation - dévalorisation permet à la théorie marxiste de critiquer et de dépasser les conceptions issues de l'économie politique bourgeoise, s'efforçant de rendre compte des difficultés de l'accumulation de façon plus ou moins unilatérale et superficielle, apologétiques ou indiquant de fausses perspectives à la lutte des classes.

La surproduction capitaliste ne s'explique pas par la thèse sous-consommationniste de la simple insuffisance de la consommation des masses. Le caractère inéluctable de la baisse du taux de profit ne s'explique pas non plus par la thèse opposée, de type surconsommationniste, insistant par exemple sur les luttes ouvrières pour l'élévation des salaires et les limites corrélatives de l'exploitation capitaliste. Ces deux explications, exclusives l'une de l'autre, la première de tendance gauchiste

mais éventuellement trade-unioniste et la seconde de tendance droitiste (ou directement réactionnaire), dont l'origine est aussi vieille que la réflexion sur le capitalisme, se retrouvent jusqu'à nos jours, y compris sous un déguisement marxiste (1). C'est la façon capitaliste **dominante** de répondre aux difficultés de la croissance de la production matérielle et de faire progresser les forces productives, **par l'élévation** de la composition organique du capital, qui engendre à la fois l'insuffisance de la plus-value, quel que soit son taux, par rapport à l'excès de capital accumulé (d'où les efforts conduisant aux gonflements inflationnistes de profits) et l'insuffisance de la réalisation de la production, avec la distorsion corrélative entre la production des moyens de production et la demande des moyens de consommation(2).

Si ce qui était en cause était essentiellement un problème de répartition, la solution serait pour la bourgeoisie, soit de briser la résistance ouvrière à la baisse des salaires ou ses exigences prétendument injustifiées, soit de prétendre (aussi bien pour la bourgeoisie que pour l'opportunisme droitier) que les limitations du salaire sont commandées **uniquement** par le progrès technique et la croissance de la productivité du travail. Ou bien pour la critique de gauche, il suffirait d'augmenter les salaires et la consommation ouvrière au détriment des profits pour empêcher la surproduction et le chômage ; ou encore, il faudrait obtenir une orientation non-consommationniste et non-productiviste des mentalités et des institutions, pour supprimer l'obsession capitaliste des débouchés. En réalité, comme le montre la théorie de la suraccumulation, c'est le **progrès des forces productives dans le cadre de la structure capitaliste**, avec le **coefficient de capital** déterminant de la mise en valeur des capitaux, l'accumulation croissante et la tendance à l'élévation de la composition organique du capital, qui explique les difficultés de la surproduction et du chômage. D'où le caractère inéluctable de ces difficultés, en raison du progrès même de la productivité et des forces productives dans le cadre capitaliste, et la nécessité de mettre en cause l'accumulation du capital, c'est-à-dire les rapports de production capitaliste secrétant l'accumulation pour le profit et le profit pour l'accumulation.

La théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital contribue essentiellement à révéler la régulation économique spontanée, aveugle, de la société capitaliste à travers tous les aspects sociaux des fluctuations conjoncturelles. C'est-à-dire elle révèle comment le progrès des forces productives est accumulé dans l'organisme social en question et comment cet organisme arrive provisoirement à maintenir sa cohérence malgré le développement des antagonismes et à retrouver son équi-

borde en quelque sorte » (L'Impérialisme, Edit. Sociales, 1945, p. 57 et p. 28).

1. Nous avons indiqué quel est, à notre avis, le sens principal de la critique des thèses sous-consommationnistes de Baran et Sweezy ainsi que de leur révisionnisme gauchiste, tout en critiquant également les thèses droitistes ou réactionnaires, de type surconsommationniste (Economie et Politique, août 1968). La suraccumulation ne s'explique pas non plus par la juxtaposition électorale des deux « limites ».

2. Nous avons caractérisé les thèses apologétiques sur la stabilité de la composition du capital (Economie et Politique, août 1968). Nous avons aussi évoqué les thèses droitistes à la remorque des analyses bourgeois sur la baisse du « coefficient de capital ». Ces thèses, partant du dogme de l'élévation unilatérale de la composition organique du capital, révisent Marx en négligeant les fluctuations historiques de cette composition, l'analyse du travail improductif, etc. On rencontre cette tendance dans certaines parties du travail sur la civilisation contemporaine, dirigé par Richta. (Cf. Economie et Politique, juillet 1969 et décembre 1969).

libre, à travers les désordres économiques et les calamités sociales. Ce faisant, il est contraint à se transformer et à exiger de plus en plus le dépassement révolutionnaire des rapports économiques qui le fondent. Cette théorie montre le lien entre cette régulation et les formes économiques spécifiques du capitalisme correspondant au caractère historique des forces productives. Ainsi, elle précise comment la forme **prix** intervient à partir de la différence entre valeurs des marchandises et valeurs d'échange. Les valeurs d'échanges expriment le rapport d'équivalence entre deux marchandises aux valeurs d'usage différentes, mettant directement en rapport des quantités de valeurs d'usage et renvoyant seulement en dernière analyse et de façon indirecte bien que déterminante à leurs valeurs. La forme **prix** stimule, en liaison avec l'élévation et la baisse de la valeur d'échange de telle ou telle marchandise (par rapport à la valeur), le progrès de la productivité.

A travers les gaspillages et les maux sociaux des fluctuations conjoncturelles, on assiste à la tendance à la généralisation des nouvelles techniques par les bénéfices issus de la supériorité de la valeur d'échange et du prix sur la valeur ; on assiste aussi à la tendance à l'exclusion des entreprises retardataires par les pertes issues de l'infériorité de la valeur d'échange et du prix.

La forme **prix** stimule, avec le même mouvement des valeurs d'échange, la réponse aux besoins par l'augmentation, l'amélioration et la création des valeurs d'usage matérielles, dans le cadre antagonique des rapports de consommation capitalistes bien entendu. Plus précisément, la théorie éclaire la correspondance des « prix de production » (résultant de la majoration du coût unitaire, en monnaie, par le profit moyen du capital avancé) avec les nécessités technologiques historiques de l'augmentation du capital constant et des différences corrélatives entre les compositions organiques des divers capitaux. Elle permet d'analyser la portée limitée des modifications introduites par les formes monopolistes de ce point de vue (1). C'est à travers le processus de suraccumulation-dévalorisation, avec évidemment les changements des rapports de prix introduits par la dévalorisation, que s'affirme la régulation des prix capitalistes par la loi de la valeur ainsi que le caractère historique de cette régulation, correspondant au caractère des forces productives. On voit, en même temps, le fondement profond mais le caractère malgré tout historique, transitoire, de cette forme spécifique qu'est le « prix de production », au-delà des bases fondamentales de la régulation, communes à tous les modes de production.

1. Contrairement aux illusions issues, notamment, de Hilferding et persistant encore de nos jours, quels que soient les écarts introduits par les formes monopolistes par rapport au taux de profit général pleinement concurrentiel, le prix de production subsiste même s'il peut se différencier suivant les sphères, surtout pendant les phases de difficultés. De plus, le taux de profit moyen n'est jamais aboli puisqu'il s'agit d'une moyenne abstraite, régulatrice dans la pratique. Aussi, la tendance à la baisse du taux de profit moyen continue à jouer : elle impose sa limite absolue et la suraccumulation aux monopoles, quelles que soient les possibilités de profit différentiel à l'intérieur de cette imitation globale.

Si la conception dogmatique de la tendance à la baisse du taux de profit est aveugle, en se maintenant au niveau des rapports de valeur, une vision qui serait dualiste, juxtaposant en quelque sorte la conception dogmatique et une certaine vision de la suraccumulation, ne pourrait pas comprendre la **progression** de l'analyse marxiste dans le **Capital**, réfléchissant le processus d'ensemble de la réalité. La théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital permet d'approfondir le lien entre le livre I et le livre III du **Capital** (entre l'analyse en termes de valeur et celle en prix de production, etc.), entre les livres II et III inachevés (entre les analyses de la réalisation et de la production du taux de profit, etc.). Elle constitue la pointe extrême de l'œuvre maîtresse de Marx. Elle permet donc aussi d'aller au-delà du plan du **Capital**, que Marx a volontairement borné à l'analyse du capital en général ou des formes du capital, réservant pour une œuvre ultérieure, l'analyse, sur cette base, du mouvement de la réalité concrète totale (1). Les trois moments fondamentaux successifs de la théorie du capitalisme se révèlent être : l'analyse de la marchandise (avec la théorie des valeurs d'échange), l'analyse du capital (avec la théorie de la plus-value), l'analyse de l'évolution capitaliste (avec la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital).

Cette dernière théorie, développant les deux précédentes, permet de rendre compte de l'évolution polycyclique concrète du capitalisme, avec non seulement les fluctuations de type plus ou moins décennal, mais encore des fluctuations longues, plus ou moins cinquante-ans, déjà repérées dans l'analyse historique du mouvement des prix. Elle permet d'expliquer les transformations structurelles, marquant les stades et les phases de cette évolution. Elle permet de saisir rigoureusement, dans le cadre de la conception matérialiste de l'histoire, en quoi consiste le caractère historique transitoire du mode de production capitaliste, correspondant à un stade limité du développement des forces productives matérielles. Elle permet de voir quelles sont les racines les plus profondes de l'antagonisme interne de la structure capitaliste, de la nécessité de son abolition et de son remplacement par un mode de production supérieur, en raison du progrès des forces productives, ainsi que les fondements technico-économiques de ce remplacement sous l'action des luttes de classes. La conception dogmatique est bornée à la vision mécanique de l'élévation unilatérale de la composition du capital. La conception dualiste ne voit pas que les contre-tendances s'expriment à travers le processus cyclique nécessaire de la suraccumulation-dévalorisation, mettant en cause la structure capitaliste elle-même. La théorie authentiquement

1. Précisément au début de son étude, intitulée « Accroissement de valeur et dévalorisation, libération et fixation du capital », Marx écrit : « Les phénomènes que nous allons étudier dans ce chapitre supposent, pour connaître leur plein épanouissement, le crédit et la concurrence sur le marché mondial, qui constitue d'ailleurs la base du mode de production capitaliste et l'atmosphère dans laquelle elle vit. Mais on ne peut décrire ces formes plus concrètes de la production capitaliste dans leur ensemble qu'après avoir compris la nature générale du capital ; du reste, leur description sort du plan de notre ouvrage et fait partie de la suite que nous lui donnerons éventuellement » (« Le Capital », L. III, t. 1, p. 128). Sur cette question du plan du « Capital », on peut consulter notre article paru il y a dix ans : « Problèmes du contenu du « Capital » (Economie et Politique, février 1981).

marxiste de la suraccumulation-dévalorisation montre au contraire, que l'élévation de la composition organique du capital, n'exprimant que la tendance économique dominante dans le cadre capitaliste du progrès des forces productives, développe l'antagonisme entre la structure capitaliste et le progrès des forces productives. Elle montre comment cet antagonisme est élaboré à travers les transformations structurelles successives, jusqu'au remplacement révolutionnaire du mode de production capitaliste par le mode de production collectiviste.

### **3. L'analyse de la suraccumulation-dévalorisation du capital, expression théorique de la contradiction entre le progrès des forces productives et la structure capitaliste.**

La structure économique de la société capitaliste, c'est-à-dire ses rapports de production, se caractérise essentiellement par l'opposition entre propriétaires capitalistes des moyens de production matériels et ouvriers salariés, prolétaires. Plus précisément, les capitalistes monopolisent, au moyen de l'argent, le **travail cristallisé** dans les moyens de production qu'ils s'approprient et se vendent entre eux, et même le travail cristallisé dans les produits de la production dont ils sont propriétaires-vendeurs en général. Ils peuvent ainsi acheter la force de travail des travailleurs fournissant le **travail vivant** productif contre un salaire (1). Dans le mode de production capitaliste, forme d'économie la plus marchande possible, l'opposition et la scission entre travail cristallisé dans le produit matériel et travail vivant est la plus radicale possible. L'exploitation de l'homme par l'homme, de la force de travail des hommes, y atteint son maximum. Mais aussi la production matérielle est développée pour soi, avec le but déterminant de la plus-value (différence entre ce que produit la force de travail et ce qu'elle reçoit) et de l'accumulation en valeur (travail cristallisé). Avec la « production pour la production », le progrès des forces productives réalise des performances inouïes par rapport aux modes précédents de production. Il s'agit néanmoins, d'un mode limité et même antagonique de développement des forces productives, dont les barrières se révèlent de plus en plus au cours de l'évolution historique.

Les capitalistes ne font progresser la productivité du travail qu'en tendant à accumuler le plus possible de capital et à accroître le plus possible la plus-value pour rémunérer le capital, grâce à l'augmentation du surtravail au-delà du travail nécessaire (correspondant à la valeur du salaire) des prolétaires.

Du point de vue de la productivité du travail, la tendance dominante du mode de production capitaliste, correspondant

1. « D'une part, la valeur, le travail passé qui domine le travail vivant, est personnifié dans le capitaliste ; de l'autre, l'ouvrier apparaît, au contraire, comme la force de travail matérielle, comme une marchandise » « Le Capital », Livre III, t. 1, p. 64).

précisément à la structure économique de la société et au caractère historique des forces productives matérielles, est d'élever la productivité du travail vivant par le biais de l'accumulation du travail cristallisé dans les moyens de production. Mais cette tendance dominante, qui se traduit par la tendance à l'élévation de la composition organique du capital est antagonique : elle utilise les moyens de production et le travail objectivé contre les travailleurs et la subjectivité du travail.

Cet antagonisme social se manifeste constamment dans le fonctionnement du capitalisme. La force de travail des prolétaires est traitée comme une marchandise dont l'utilité est de produire le plus possible de surtravail. Les travailleurs sont traités comme une dépendance du système de production matériel visant à augmenter sans cesse les produits et la différence entre le prix des produits et les coûts pour rémunérer le capital. Mais aussi, périodiquement l'antagonisme tend à éclater.

Certes, les moyens matériels de production sont de plus en plus émancipés des limites subjectives des travailleurs individuels et ils font progresser l'objectivation du travail social. D'où le progrès accéléré des forces productives. Avec la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle, au cœur de laquelle se trouve la machine-outil remplaçant la main de l'ouvrier-artisan (1), et avec le passage corrélatif au stade classique du capitalisme (2), le machinisme, tout en réduisant à la condition de prolétaire, d'ouvrier parcellaire, l'artisan, fait considérablement progresser le caractère collectif des forces productives matérielles. Le développement du machinisme lui-même entraîne l'utilisation de plus en plus systématique de la science dans la production. Cependant, cette objectivation sociale de la production capitaliste, aux bouts essentiellement privés, repose sur l'antagonisme entre le travail cristallisé personnifié dans les capitalistes et le travail vivant des travailleurs salariés. Avec la croissance du caractère collectif des forces productives nouvelles progresse la contradiction antagonique entre les forces et les rapports de production, élevant les limites et le caractère transitoire du mode de production capitaliste.

L'opposition entre travail cristallisé du capital accumulé et travail vivant fourni par le prolétaire se développe dans l'opposition entre travail cristallisé du capital constant et travail vivant représenté par le capital variable. Le progrès de la productivité, selon la modalité dominante de l'accumulation du travail cristallisé dans les moyens de production tendant à élever la productivité du travail vivant, révèle alors son antagonisme interne. Cette manière d'élever la productivité du travail total = vivant + cristallisé) tend à entrer en opposition avec

1. Révolution préparée par toute l'évolution de la manufacture depuis le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Engendrant le stade de la fabrique, la révolution industrielle se développe par la suite avec sa deuxième phase à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le passage à l'usine (fabrique de tendance automatique). Nous verrons plus loin comment l'automatisation se trouve au cœur d'une nouvelle révolution technologique d'ensemble, la révolution scientifique. Celle-ci exige, pour son épanouissement, le dépassement révolutionnaire du capitalisme afin que le développement des capacités des travailleurs puisse devenir le moyen essentiel du progrès technique.

2. Permettant l'établissement du taux de profit général à partir du taux moyen et l'épanouissement de la régulation capitaliste par l'intermédiaire des prix de production.

l'élévation de la productivité du travail elle-même, en raison de l'excès du travail cristallisé accumulé en moyens de production. En termes de valeur, le but de l'accumulation du capital tend à s'opposer à celui de la mise en valeur de ce capital par la croissance de la plus-value relative (permise par l'élévation de la productivité du travail et la différence entre travail nécessaire correspondant au salaire et travail fourni par l'ouvrier). Avant même d'en arriver à une opposition absolue, l'excédent de capital se manifeste, exprimant la tendance à la baisse du taux de profit liée à l'élévation de la composition organique du capital.

Périodiquement, la crise de surproduction du capital se manifeste par la surproduction de marchandises. Mais ces crises peuvent être faibles et les dépressions consécutives courtes si les pertes de valeur de capital sont très limitées et si la solution par le relèvement du taux d'exploitation et de la plus-value relative est facile. Toutefois, avec la tendance à l'élévation de la composition organique du capital, liée à la faiblesse des crises dans une longue phase de tendance ascendante de l'accumulation du capital constant, les solutions de l'élévation de la plus-value relative tendent à devenir de moins en moins aisées, renforçant encore la tendance à l'élévation de la composition organique. On arrive à une situation où l'excès de capital tend à se manifester de façon relativement durable et où, par conséquent, les dépressions vont être plus longues et plus nombreuses.

Il ne s'agit pas d'ailleurs, avec la suraccumulation durable de longue période, d'un simple excès d'accumulation du capital constant. Mais en même temps, de façon plus complexe, il peut y avoir (1) insuffisance par rapport aux besoins nouveaux (liés à la croissance des moyens de production matériels en quantité et en qualité technologique) (2) des frais de travail cristallisé, en dehors de la production matérielle au sens strict ainsi que pour accroître les capacités exigées des travailleurs.

D'où la tendance au freinage de la croissance du progrès de la productivité et la réponse par l'accélération de l'élévation de la composition organique du capital. Ainsi serait mise en cause de façon décisive la base en valeur du taux de profit, tandis que par ailleurs les prélèvements accrus des frais situés hors de la production matérielle feraient aussi pression sur ces taux.

On arrive à un moment où la quantité de travail cristallisé accumulée en moyens de production (en capital constant) permettant d'accroître la productivité du travail vivant, en raison du but déterminant du système capitaliste, l'accumulation et

1. Au-delà des problèmes de la conquête de sphères de production et de pays nouveaux par le mode de production capitaliste.

2. Besoins liés aussi aux exigences de la nouvelle génération, dont l'expansion a été suscitée par la longue phase de tendance à l'essor.

sa profitabilité, s'oppose de plus en plus au progrès de la productivité du travail (total). Le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme fait obstacle au progrès des forces productives, pourtant gros d'accélération potentielle. En même temps, la solution de l'élévation de la plus-value relative par le progrès de la productivité est de plus en plus difficile en raison de l'importance de l'accumulation du capital constant.

La solution doit être la diminution du travail cristallisé dans les moyens de production, de façon massive et durable. Mais cette solution est antagonique avec l'accumulation du capital et toute l'orientation déterminante de la production dans la structure capitaliste. Au-delà de la conquête historique des sphères non capitalistes, il faudrait au contraire développer les dépenses de travail cristallisé pour les travailleurs eux-mêmes et leur consommation en liaison avec les exigences des nouveaux matériels techniquement supérieurs. Cependant, avec la tendance à la surproduction, les pertes de capital et la thésaurisation, la diminution systématique du travail contenu dans les moyens de production tend à conduire au chômage massif et durable. Au lieu du développement immédiat de la production d'autres produits que les moyens de production et des activités non-productives, il y a freinage de la croissance ou même diminution de la production matérielle. La dévalorisation par la baisse de valeur des moyens de production et la pression sur leurs prix permet d'ailleurs de lutter contre le freinage de l'élévation de la productivité résultant des prix élevés des moyens de production, empêchant l'élévation nécessaire de la composition **technique** du capital. Mais aussi la baisse de la composition organique du capital ne peut conduire à la reprise globale durable, à moins que sur la base de la nouvelle composition il y ait un développement de la demande globale sans élévation de la composition organique, grâce aux nouvelles conditions de productivité et de demande sociale liées aux transformations structurelles profondes.

Ce n'est qu'au travers des difficultés accrues et durables du système capitaliste et des luttes de classes aiguës que la solution provisoire de la suraccumulation durable peut ainsi intervenir dans le cadre du système. Mais alors, elle nécessite des transformations altérant la structure capitaliste pour conserver la domination des rapports de production capitalistes dans leur essence, faisant la part du feu, en attendant la mise en cause finale. Ces transformations correspondent à des dévalorisations structurelles du capital, en attendant la suppression révolutionnaire de la structure capitaliste elle-même sous la pression du changement révolutionnaire des forces productives matérielles

et des luttes économiques, idéologiques, politiques du prolétariat et des masses travailleuses.

#### **4. Développement de la théorie. Application à l'explication du capitalisme monopoliste d'Etat et de sa crise.**

Les dévalorisations structurelles du capital caractérisent le passage, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (1), à l'impérialisme, c'est-à-dire au capitalisme de monopole.

Nous avons déjà montré, ailleurs, comment : 1) les formes monopolistes permettent une dévalorisation du capital non-monopoliste mis en valeur à un taux réduit ; 2) le capital financier, une dévalorisation des petits capitaux monétaires et de l'épargne populaire avec un taux réduit sinon négatif ; 3) l'exportation des capitaux, la dévalorisation d'une partie du capital métropolitain mis en valeur dans d'autres pays anciennement non capitalistes, etc. Mais en même temps de nouvelles conditions de productivité et de demande apparaissent avec le caractère plus collectif des moyens fixes de production monopolistes et les dépenses de recherche scientifique, protégés contre la dévalorisation plus facile des grands capitaux et frais fixes par le monopolisme, les conditions de productivité naturelle des territoires conquis par le capital, la demande nouvelle dans les pays conquis au capitalisme, y compris pour les dépenses militaires et publiques des colonisateurs, la généralisation de l'instruction primaire et les progrès de l'enseignement secondaire dans les métropoles, etc. Les nouvelles conditions de formation, de vie et de travail permettent, par ailleurs, la reprise de l'intensification du travail, du relèvement de la plus-value relative, du progrès des économies sur les frais, etc.

Grâce aux conditions nouvelles de productivité et de demande globale instaurées de la sorte à la fin de la longue phase de tendance dépressive dominante, non seulement le taux de profit se relève, mais l'accumulation du capital, tout particulièrement celle du capital constant, peut de nouveau progresser à l'échelle sociale, en liaison avec l'élévation nouvelle du taux et de la masse de la plus-value.

C'est ainsi qu'après une longue phase où la suraccumulation peut être plus aisément surmontée, comme pendant la « belle époque » des années 1896-1914, survient une nouvelle longue phase de suraccumulation relativement durable et de dévalorisation massive de capital, comme pendant les années 1914-1944 environ.

Dès les années 1920, le chômage chronique et relativement important s'installe (2) malgré la « prospérité » apparente, bien que son caractère massif s'affirme surtout dans les années 1930.

1. A l'issue de la longue phase de tendance dépressive des années 1873-1895, déjà repérées en tant qu'années de tendance dépressive chronique par Engels, et auxquelles se rapportent exactement les références de Lénine dans *L'impérialisme* sur la chronologie de l'installation des formes nouvelles monopolistes (*L'impérialisme*, p. 21).

2. Sans parler des troubles causés par les mouvements des capitaux flottants, moins importants que de nos jours cependant.

En même temps, de la première à la deuxième guerre mondiale, on assiste au passage du capitalisme monopoliste simple au capitalisme monopoliste d'Etat, à travers des luttes de classes d'une grande ampleur. Au cours de ces luttes nationales et internationales, la classe ouvrière et les forces démocratiques s'opposent avec succès aux formes les plus réactionnaires du C.M.E. (militarisation et fascisation de l'économie) (1). Elles imposent des transformations démocratiques, du Front Populaire à la Libération en France par exemple. L'instauration du C.M.E. signifie des dévalorisations structurelles du capital, quantitativement et qualitativement nouvelles. Les dévalorisations structurelles de capital de l'impérialisme que représentent les formes monopolistes, le capital financier, l'exportation systématique des capitaux, etc., sont complétées par celles des entreprises plus ou moins publiques, du financement de type public de la production capitaliste et des frais de consommation collective, des « aides » publiques encadrant l'exportation des capitaux privés, etc. Il convient de souligner que, comme déjà pour le passage au capitalisme monopoliste simple, il ne s'agit pas d'une simple diminution des dépenses réclamant leur part normale du profit (2), mais, en même temps, de transformations concernant les conditions de l'accumulation et du taux de profit, de la plus-value, de la productivité et de la demande globale. Par ailleurs, le mode de production capitaliste étant maintenu, les nouvelles exigences concernant les infrastructures matérielles collectives et les frais de développement des travailleurs s'expriment de façon antagonique, avec l'importance nouvelle des prélèvements sur la plus-value pour le capital de frais (et pour le travail non productif) ainsi que pour le capital dévalorisé publiquement, avec l'aggravation des effets de la scission entre travail manuel et intellectuel, avec la salarisation massive des travailleurs intellectuels, etc.

Mais, encore une fois, après une longue phase de tendance ascendante de l'accumulation où les crises de suraccumulation, jamais supprimées, sont faibles et brèves (« récessions ») survient de nouveau la suraccumulation profonde et relativement durable, à partir de 1967-1969 environ.

Avec la suraccumulation profonde et relativement durable qui commence à se faire sentir, de même que vers 1873-1875 ou vers 1914-1920, vers 1967-1969, à l'intérieur du capitalisme monopoliste d'Etat, il y a, comme toujours, à la fois, répétition fondamentale et nouveauté qualitative profonde. Toutefois, la longue phase de tendance prédominante à la dévalorisation du capital qui s'est ouverte récemment à l'échelle internationale se présente avec des caractères bien plus profondément originaux que par le passé.

1. L'Union Soviétique participe à ces luttes de classes (mettant en cause le système capitaliste et l'obligeant à des transformations structurelles profondes, tout en s'efforçant de défendre le plus possible l'intérêt des travailleurs) depuis les premiers succès de la planification soviétique (contrastant avec le chaos économique du monde capitaliste des années 1930) jusqu'à la guerre anti-fasciste.

2. Dévalorisation de capital représentée, tout particulièrement par les fonds plus ou moins publics réclamant peu ou pas de profit, voire admettant le déficit (profit négatif), etc.

Sur le plan des forces productives, la suraccumulation relativement durable se manifeste dans les conditions du début de la révolution technologique d'ensemble fondée sur l'automatisation. On peut l'appeler la révolution scientifique, par analogie avec la révolution industrielle qui a graduellement entraînée — à travers les transformations de la structure économique, ayant parfois nécessité des révolutions politiques — le rôle dominant des activités industrielles dans des pays auparavant surtout agricoles.

Le cœur de la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle a été la machine-outil remplaçant la main de l'ouvrier-artisan, quelle qu'ait été l'importance des nouvelles sources d'énergie (machine à vapeur) ou des nouveaux matériaux. De même, l'automatisation fondée sur les ordinateurs implique une révolution technologique, en permettant le remplacement matériel des fonctions de contrôle, de correction et de guidage de la machine-outil du prolétaire-ouvrier. Son développement nécessite et permet un essor sans précédent du rôle du travail proprement scientifique du point de vue des besoins directs de la production matérielle elle-même. Cependant, il ne s'agit là que de possibilités et d'exigences qui se heurtent à la barrière des rapports de production capitalistes entraînant, par exemple, avec la crise du C.M.E., la tendance au chômage, à la déqualification, etc.

La révolution technique, qui commence seulement, s'oppose, dans son essence, aux caractères des forces productives issues de la révolution industrielle et correspondant essentiellement à la structure capitaliste.

Son développement exige que le progrès des forces productives prenne de plus en plus la forme du développement des capacités des travailleurs dans leurs masses, des dépenses de travail cristallisé pour les travailleurs et du temps libre pour le développement personnel. D'où la nécessité du dépassement révolutionnaire du capitalisme. D'où l'exigence du communisme.

1. Ce tournant de la conjoncture de longue période a été suggéré pour la première fois publiquement à la fin de 1967 (intervention à la Semaine de la Pensée marxiste), en liaison notamment avec les aspects nouveaux du chômage dans les pays d'Europe occidentale. Voir pour une première ébauche d'ensemble, *La crise du C.M.E. et les luttes des travailleurs*, « Economie et Politique », déc. 1969, janv.-février 1970, mars 1970, articles tirés à part en brochure.

Sur le plan structurel, c'est dans les conditions du monopolisme d'Etat, faisant le plus possible la part du feu par le financement de type public de la production, par l'expansion de la consommation publique et de la propriété publique, que surgit la mise en cause du capitalisme avec la crise du C.M.E. lui-même (1). Avec cette crise de structure qui a commencé et qui tend à s'aggraver, c'est l'intervention publique la plus développée possible en faveur du capital (monopoliste), liée au caractère dominant de la propriété capitaliste des monopoles, qui est en jeu. D'ailleurs, en liaison avec les caractéristiques technologiques et structurelles originales de la nouvelle longue phase de tendance dépressive, le poids des prélèvements pour les frais

et le capital dévalorisé intervient de façon beaucoup plus massive que précédemment, ainsi que dans des conditions qualitativement nouvelles, pour contribuer à la suraccumulation relativement durable.

Enfin, sur cette base, les forces démocratiques et ouvrières connaissent un niveau d'organisation et de maturité politique et idéologique qualitativement supérieur à celui des années 1920 et 1930, en y comprenant aussi le niveau de développement moderne qu'atteignent les pays socialistes devant qui s'ouvre, malgré toutes les difficultés, la voie exaltante de l'édification du communisme (1).

1. D'ailleurs, la compétition avec le socialisme a joué un rôle décisif dans les débuts de la mise en pratique de la révolution technologique nouvelle et plus particulièrement dans l'accélération considérable des dépenses d'éducation nationale et de recherche des années 1960 aux Etats-Unis, en liaison notamment avec le lancement du Spoutnik.